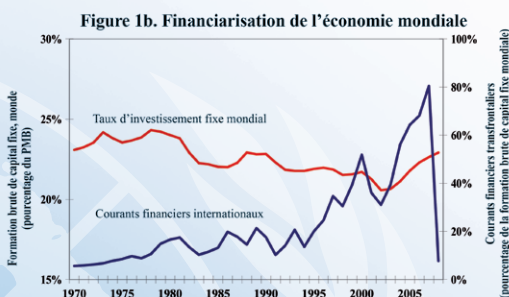
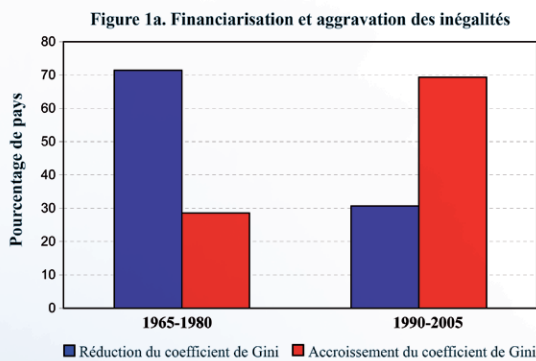




L'intégration Sud-Sud, clef du rééquilibrage de l'économie mondiale

L'économie mondiale est gravement perturbée. Au cours des trente dernières années, une mondialisation impulsée par la finance a déréglé l'évolution de l'économie réelle, engendré une série de cycles d'expansion-récession et encouragé la redistribution des revenus la plus régressive de l'ère moderne (voir les graphiques). Le point culminant de ces tendances a été, à la fin de 2008, un effondrement financier ayant son origine dans les pays développés qui a conduit au ralentissement mondial le plus grave depuis 1945. Des déséquilibres continuent de freiner le processus de reprise, qui a été lent et inégal, en particulier dans les économies les plus financiarisées et les plus lourdement endettées ainsi que dans les pays les plus vulnérables du Sud, où l'insécurité alimentaire et énergétique et la variabilité climatique ont aggravé les chocs économiques.



L'histoire nous enseigne que le processus d'ajustement dans les principaux pays développés durera plus longtemps que prévu. Sans réorientation stratégique, une croissance lente, un taux de chômage élevé et une extension de la pauvreté risquent de caractériser de manière permanente ces économies, avec des incidences néfastes au niveau mondial, telles que la menace du protectionnisme. Des pressions budgétaires pourraient également inciter les principaux pays donateurs à réduire davantage leurs versements au titre de l'aide. Dans ce cas, il sera peut-être impossible de trouver au Nord les marchés, les ressources et les devises nécessaires pour soutenir la croissance du Sud.

Eléments positifs, les solides résultats économiques du Brésil, de la Chine et de l'Inde, qui ont été moins touchés par la crise mondiale que les pays développés, ont donné à penser que les pays du Sud pouvaient être un moteur de la croissance mondiale et proposer une nouvelle «donne mondiale» en terme de

commerce, d'investissement et d'aide extérieurs. Par exemple, la Chine apparaît aujourd'hui, à l'issue de la crise, comme un acteur majeur des marchés financiers internationaux: elle est devenue le premier détenteur d'obligations d'État des États-Unis et elle représente 29 % des réserves mondiales.

Une croissance plus dynamique et une complexité économique de plus en plus marquée dans le Sud ont déplacé l'axe autour duquel tourne l'économie mondiale. Pour prendre un exemple simple, le PIB des sept plus grands pays en développement, ajusté en fonction des parités de pouvoir d'achat, est passé de 10,5 % du PIB des pays membres de l'OCDE en 1980 à 21 % en 2010. En outre, la croissance récente s'est traduite par un renforcement de l'intégration de ces pays, de leurs partenaires régionaux et des PMA.

Entre 1996 et 2009, le commerce Sud-Sud a progressé en moyenne de 12 % par an (deux fois plus vite que le commerce Nord-Sud) et il représente désormais 20 % du commerce mondial. L'investissement étranger direct (IED) Sud-Sud devient également de plus en plus important; il a progressé de 20 % par an entre 1996 et 2009, en partant il est vrai d'un niveau très bas, et il représente désormais 10 % des flux totaux d'IED. Cette évolution concerne non seulement l'exploitation de ressources brutes, mais souvent aussi des liens verticaux et horizontaux à même de renforcer les capacités de production et d'exportation, et de créer des emplois plus qualifiés dans le Sud.

Contrairement à la période de convergence des années 1970, qui a été marquée par une croissance rapide mais non coordonnée dans plusieurs pays, la restructuration actuelle de l'économie mondiale est menée par les principaux pays en développement et s'articule autour d'autres économies du Sud. L'économie mondiale est devenue irrémédiablement plus complexe et plus intégrée: nous avons passé le stade de la mondialisation néolibérale «initiale», sous l'égide du Nord, pour entrer dans une nouvelle phase de mondialisation dans laquelle le Sud joue un rôle dynamique déterminant. Les informations récentes selon lesquelles la Chine est désormais la deuxième économie mondiale et pourrait rattraper les États-Unis en dix ans, illustre la profondeur et la portée de cette évolution.

En dépit de ces changements fondamentaux, il est prématuré d'évoquer une modification de la dynamique de la croissance mondiale. En chiffres ou valeurs par habitant, même les plus grandes économies du Sud



resteront probablement nettement plus pauvres que les États-Unis d'Amérique, l'Union européenne et le Japon pendant plusieurs décennies et peu de pays du Sud ont réussi à échapper à l'asymétrie mondiale qui les rend vulnérables aux fluctuations et aux chocs qui se produisent dans le Nord. Cela tient à leurs différences pour ce qui est des structures d'exportation, des flux de capitaux et de la propriété des actifs productifs, de la dépendance à l'égard des produits de base, et de l'absence de dynamique industrielle dans de nombreux pays à faible revenu. En outre, il est probable que plusieurs économies sont tombées dans le «piège du revenu intermédiaire», qui peut considérablement ralentir la poursuite de leur progression. Les prévisions exagérément optimistes concernant «la montée en puissance du Sud» ont également tendance à faire l'amalgame entre l'ensemble de la région et le dynamisme, les structures de commerce et la singularité économique de la Chine. Les spéculations hâtives quant à la capacité du Sud de «conduire» l'économie mondiale pourraient enfin faire perdre de vue la responsabilité qui incombe aux pays développés de mener la reprise et de rééquilibrer l'économie mondiale dans une optique plus équitable et plus durable tout en préservant la stabilité et en assurant une juste distribution de la richesse entre les pays et les régions.

Il est incontestable que la crise actuelle est due à des conditions systémiques et politiques favorables à la financiarisation et à la spéculation dans le Nord, qui ont souvent été imposées à des pays en développement réticents par le biais de conseils mal avisés et de la conditionnalité de l'aide. Il faut résoudre la crise principalement en intervenant à ces niveaux, plutôt que par des mesures de relance émanant du Sud.

En outre, si la croissance rapide dans le Sud a permis de déplacer la répartition de la richesse mondiale, on y a également observé d'importants écarts de résultats. La plupart des PMA ont progressé plus lentement que les grandes économies et ces pays représentaient moins de 1 % du PIB mondial en 2009. Malgré la croissance récente du Brésil, la part de l'Amérique latine n'a pas évolué depuis les années 1970. La répartition du revenu dans de nombreux pays, y compris en Chine, s'est par ailleurs considérablement dégradée. En résumé, bien qu'une croissance plus rapide dans le Sud semble montrer une convergence des performances globalement, ce processus renvoie à une considérable diversité d'expériences et a produit une certaine hétérogénéité, voire suscité des déceptions dans de nombreux pays.

Un programme de coopération Sud-Sud réaliste peut aider à rééquilibrer l'économie mondiale à deux niveaux. Premièrement, il peut étayer des arrangements multilatéraux conduisant à l'utilisation productive de ressources qui sont actuellement piégées dans des circuits financiers spéculatifs. Deuxièmement, il peut promouvoir des relations commerciales mondiales plus équitables, plus denses et plus égalitaires, qui aideront les pays en développement à s'extraire des pièges de la pauvreté.

L'émergence d'une telle structure commerciale, sous-tendue par des relations commerciales régionales plus profondes, repose sur le succès des négociations relatives au Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC) parrainées par la CNUCED. Elle peut être renforcée par un engagement mondial en faveur du développement de l'emploi, de la technologie et de capacités productives à forte intensité de compétences dans le Sud, en particulier dans le secteur manufacturier. Ces éléments constituent les jalons essentiels d'une «voie royale» de développement (convergent) reposant sur un renforcement croissant de la production et de l'intégration Sud-Sud, étayé par une coordination régionale des politiques, la conclusion d'accords mondiaux de commerce et d'investissement et l'expansion des infrastructures régionales.

De tels choix stratégiques feront peser une lourde responsabilité sur les décideurs des pays du Sud, en particulier dans les PMA qui manquent le plus de ressources. Relever ce défi avec succès exigera, au-delà d'une détermination individuelle, dynamisme, clairvoyance et audace, outre des initiatives collectives cibées et un modèle d'interdépendance mondiale plus stable et plus solidaire. C'est précisément la vision qu'a la CNUCED d'une mondialisation au

service du développement. Cette nouvelle étape de la mondialisation devrait transcender le modèle actuel d'expansion financière et de spéculation excessives, et promouvoir une économie mondiale mieux réglementée, plus équitable et plus résiliente.

La transition vers un nouveau modèle d'interdépendance passe par une reconnaissance des différences structurelles entre le commerce Sud-Sud et le commerce Nord-Sud, ainsi qu'entre l'IED Sud-Sud et l'IED Nord-Sud. Par exemple, les relations économiques Nord-Sud sont habituellement étroitement déterminées par le marché et les asymétries économiques qui en découlent sont illustrées par les rapports de force asymétriques qui existent entre les États. Par contre, les relations économiques Sud-Sud ne sont généralement pas purement ou principalement déterminées par le marché et les relations entre les États et les entreprises du Sud se prêtent à une intégration plus constructive.

Pour financer cette transition, il est essentiel que les excédents de balance des paiements des pays du Sud soient recyclés au Sud. Cela peut se faire par l'intermédiaire des banques régionales et nationales de développement, mais des mécanismes plus innovants seront peut-être également nécessaires. Cette approche est d'autant plus réaliste qu'il existe de multiples possibilités d'investissement dans le Sud. Elle s'impose également en raison des difficultés persistantes d'accès aux sources traditionnelles de financement – aide, endettement, institutions financières internationales, l'IED originaire du Nord. Le recyclage des excédents du Sud dans les pays du Sud pourrait contribuer à stabiliser l'économie mondiale, à éliminer les difficultés financières et les problèmes de balance des paiements qui compromettent la croissance des pays pauvres, à renforcer les capacités productives conformément aux priorités nationales de développement, à soutenir le renforcement des marges d'action nationales et à consolider les liens économiques entre pays du Sud.

Le renforcement des relations économiques et politiques Sud-Sud peut notablement contribuer à la convergence mondiale dans le cadre d'un processus de mondialisation au service du développement. Il peut également encourager l'édification d'une économie mondiale moins financiarisée, mieux régulée et plus résiliente. En dépit de l'attrait de ce type de mondialisation, rien ne garantit qu'un modèle de croissance mondiale plus équilibré assurera l'élimination de la pauvreté, des normes de travail décentes ou une répartition progressivement plus équitable des revenus et des actifs dans les pays. À cet égard, les situations peuvent considérablement varier selon les pays et une volonté politique affirmée est essentielle.

La mondialisation au service du développement dépend fondamentalement de l'émergence de modes de développement nationaux dans tous les pays du Sud et, pour mettre en œuvre les politiques macroéconomiques, financières, commerciales et industrielles nécessaires, les gouvernements des pays en développement ont besoin d'une plus grande marge d'action. Toutefois, personne d'autre ne la leur donnera. La marge d'action est une construction endogène, qui répond à des impératifs intérieurs. La CNUCED est prête à aider les pays dans ce processus. Pour encourager l'échange d'expériences, en particulier sur des questions insuffisamment abordées par la communauté internationale, telles que la politique industrielle, la CNUCED propose d'établir un réseau de responsables politiques dans les pays du Sud. Le programme qui sous-tend la mondialisation au service du développement renvoie à des thèmes de la CNUCED fortement axés sur le rééquilibrage mondial, la diversification économique, le partage et le besoin de marge d'action. Si le commerce et les relations financières Sud-Sud peuvent contribuer à faire tomber les plus lourds obstacles à la croissance dans les pays les plus pauvres, le rééquilibrage de l'économie mondiale peut favoriser un mode de développement plus durable et plus légitime sur le plan social. Ce nouveau mode de développement mondial axé sur le partage, la coopération et les pays du Sud est une nécessité impérieuse dans un monde déformé par un modèle de croissance régressive en vigueur depuis plus de trois décennies, actuellement enlisé dans une crise qui frappe de façon disproportionnée les pauvres et les pays les plus pauvres.